Sélestat Alsace Centrale
Pôle d'Equilibre Territorial et Rural

adeus L'agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur

1 - NOTE DE PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

PÔLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL SELESTAT ALSACE CENTRALE

Dossier d'enquête publique relatif au projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale Sélestat Alsace centrale valant PCAET arrêté

Enquête publique
du 22 septembre
au 23 octobre 2026



©Tristan Vuano

SOMMAIRE

#1 Objet de l'enquête publique - p.2

#2 La révision du SCoT Sélestat Alsace centrale valant PCAET - p.3

p.3 Le SCoT valant PCAET
p.4 Le territoire concerné
p.5 Le contenu du SCoT valant PCAET
p.6 Le processus de révision
p.11 La présentation synthétique du projet

#3 Enquête publique : mode d'emploi - p.22

p.22 L'arrêté d'enquête publique
p.24 Les textes régissant la présente procédure

#4 Après l'enquête publique - p.34

#5 Le devenir du schéma - p.35

#1 - Objet de l'enquête publique

La présente enquête publique porte sur le projet de révision du **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Sélestat Alsace centrale valant Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET),** arrêté par le comité syndical du PETR Sélestat Alsace centrale le 11 décembre 2025.

Cette enquête a pour objet d'informer le public sur le projet de révision du SCoT valant PCAET et de recueillir ses observations, propositions et contre-propositions avant son approbation. Elle constitue une étape essentielle de la procédure d'élaboration du document, permettant à chacun de prendre connaissance du projet et de s'exprimer sur son contenu.

L'enquête publique se déroulera **du mardi 22 septembre 2026 à 8h30 au vendredi 23 octobre 2026 à 17h00,** soit pendant 32 jours consécutifs.

L'autorité responsable de la procédure de révision est le **Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) Sélestat Alsace centrale,** ayant son siège au 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT.

#2 - La révision du SCoT Sélestat Alsace centrale valant PCAET

Le SCoT valant PCAET

Le **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est le document stratégique qui organise l'aménagement et le développement d'un territoire à l'horizon des vingt prochaines années.** Il constitue le cadre de référence des politiques publiques locales en matière d'habitat, de développement économique, de mobilités, d'équipements, de commerce, de préservation des ressources et de transition écologique (*cf. code de l'urbanisme - article L. 141-1 et suivants)

À l'interface entre les orientations nationales et régionales et les projets locaux, le SCoT joue un rôle central dans la planification territoriale. Il doit être **compatible avec les documents de rang supérieur,** notamment le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), dont il décline les objectifs à l'échelle locale. En retour, les **documents d'urbanisme locaux,** tels que les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU et PLUi), les cartes communales ainsi que certaines politiques sectorielles ou opérations, **doivent être compatibles avec les orientations définies par le SCoT.** Il assure ainsi la cohérence d'ensemble des choix d'aménagement du territoire.

Le rôle du SCoT :

- Répondre aux besoins en logements
- Garantir une offre d'emplois, d'équipements et de services
- Accompagner les pratiques de consommation
- Préserver les ressources
- Permettre la résilience face au changement climatique
- Assurer les solidarités territoriales
- Organiser les mobilités

Le SCoT de Sélestat Alsace Centrale présente la **particularité de valoir également Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET).** Depuis la modernisation des SCoT, engagée par l'ordonnance du 17 juin 2020 et le décret du 21 mai 2021, la réglementation permet de réunir au sein d'un même document les démarches de planification territoriale et de transition climatique et énergétique, dès lors que la structure porteuse du SCoT est également compétente pour élaborer le PCAET. C'est le cas du PETR Sélestat Alsace Centrale.

Cette démarche intégrée permet de **traiter de manière cohérente les enjeux d'aménagement, de climat, d'énergie et de qualité de l'air.** Le PCAET vient ainsi renforcer et préciser les objectifs du SCoT en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de maîtrise des consommations énergétiques, de développement des énergies renouvelables et de préservation des ressources. Le document comprend également un programme d'actions couvrant l'ensemble des secteurs d'activité afin d'accompagner concrètement la transition écologique et énergétique du territoire.

Le territoire concerné

Le SCoT Sélestat Alsace centrale couvre le territoire du PETR Sélestat Alsace centrale :

4
EPCI

52
Communes

576 km²
de surface

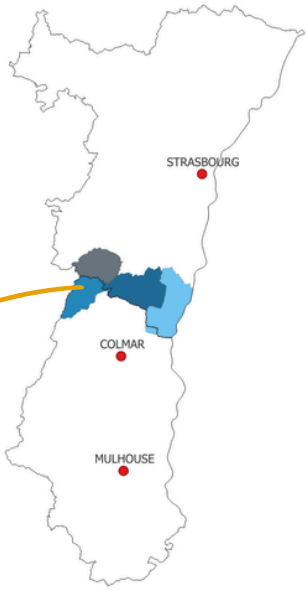
~78 000
habitants



CdC de la Vallée de Villé (67)
18 communes
10 771 habitants
(INSEE 2022)

CdC de Sélestat & Territoires (67)
12 communes
37 404 habitants
(INSEE 2022)







CdC du Val d'Argent (68)
4 communes
9 133 habitants
(INSEE 2022)



CdC du Ried de Marckolsheim (67/68)
18 communes
20 664 habitants
(INSEE 2022)

CdC du Val d'Argent

Lièpvre
Rombach-le-Franc
Sainte-Croix-Aux-Mines
Sainte-Marie-Aux-Mines

CdC de la Vallée de Villé

Albé
Bassemberg
Breitenau
Breitenbach
Dieffenbach-au-Val
Fouchy
Lalaye
Maisonsgoutte
Neubois
Neuve-Eglise
Saint-Martin
Saint-Maurice
Saint-Pierre-Bois
Steige
Thanvillé
Triembach-au-Val
Urbeis
Villé

CdC de Sélestat & Territoires

Baldenheim
Châtenois
Dieffenthal
Ebersheim
Ebersmunter
Kintzheim
Mussig
Muttersholtz
Orschwiller
Scherwiller
Sélestat
La Vancelle

CdC du Ried de Marckolsheim

Artolsheim
Bindernheim
Boesenbiesen
Bootzheim
Elsenheim
Grussenheim
Heidolsheim
Hessenheim
Hilsenheim
Mackenheim
Marckolsheim
Ohnenheim
Richtolsheim
Saasenheim
Schoenau
Schwobsheim
Sundhouse
Wittisheim

Le contenu du SCoT Sélestat Alsace centrale valant PCAET

Le SCoT valant PCAET se compose de trois grandes parties : **le PAS, le DOO, et les annexes** :

Le projet politique stratégique

PAS

Le **Projet d'Aménagement Stratégique** (PAS) présente la vision des élus pour le territoire pour les vingt prochaines années. Il s'appuie sur un diagnostic approfondi, une analyse de l'application du premier SCoT et du bilan du PCAET et une large démarche de co-construction impliquant élus, partenaires publics, habitants, et acteurs économiques.

Le doc. prescriptif et les modalités de mise en œuvre.

DOO + DAACL

Le **Document d'orientation et d'objectifs** (DOO) détermine **les conditions d'application** du projet d'aménagement stratégique. Il traduit la vision politique en **orientations et objectifs plus concrets** pour l'aménagement du territoire. Ce document est la pièce opposable du SCoT. Cela signifie que c'est avec cette pièce du SCoT que les documents d'urbanisme locaux et certaines opérations d'aménagement doivent être compatibles. Il comprend des **objectifs chiffrés sur le volet climat-air-énergie** ainsi qu'un DAACL - **document d'aménagement artisanal commercial et logistique.**

Le doc. explicatif et justificatif et les actions de mise en oeuvre complémentaires.

Les annexes du SCoT

Les **annexes** regroupent les éléments techniques et explicatifs du document. Dans le cas du SCoT Sélestat Alsace centrale, ces annexes comprennent notamment : le diagnostic du territoire, le diagnostic air-climat-énergie, l'état initial de l'environnement, l'évaluation des incidences environnementales, l'explication et la justification des choix, les modalités et le référentiel de suivi, ainsi que le **programme d'actions.**

Le programme d'action décrit les actions qui seront mises en œuvre par les collectivité et par les acteurs du territoire pour atteindre les objectifs fixés dans la stratégie.



©Tristan Vuano

Le processus de révision

En 2017, l'adhésion de la commune de Grussenheim à la Communauté de communes du Ried de Marckolsheim a emporté l'extension correspondante du périmètre du SCoT. Le code de l'urbanisme prévoit qu'il appartient à l'établissement public en charge du SCoT de prescrire la révision du schéma afin de couvrir la totalité de son périmètre. Ainsi, au-delà des ajustements qui semblaient nécessaires au regard de l'analyse des résultats de l'application du schéma réalisée en 2019, le Comité syndical devait prescrire la révision du SCoT de Sélestat et sa Région, afin d'y intégrer la commune de Grussenheim.

La révision générale du SCoT de Sélestat et sa Région a été **prescrite en décembre 2019** pour élaborer un projet à l'échelle de ce nouveau territoire et pour se mettre en conformité avec les nouvelles lois en vigueur. En **octobre 2022**, cette délibération a été complétée afin de prescrire un **SCoT valant PCAET** tel que le permet l'ordonnance du 17 juin 2020 relative à la modernisation des SCoT.

Enjeux et objectifs de la révision :

- Tenir compte des conclusions de l'analyse des résultats d'application à 6 ans du schéma en vigueur;
- Se doter d'un nouveau SCoT à l'échelle du nouveau périmètre comprenant désormais 52 communes ;
- Adapter le SCoT aux évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis son approbation ;
- « Moderniser » le contenu du SCoT ;

- **Délibération du 10 décembre 2019** relative à l'analyse des résultats de l'application du SCoT et prescription de sa révision : https://selestat-alsace-centrale.fr/wp-content/uploads/2021/09/DCS-2019-III-03-Analyse-des-resultats-de-lapplication-du-SCoT.pdf

- **Délibération du 20 octobre 2022** portant sur la modification de la délibération n°2013-III-03 et prescrivant un SCoT valant PCAET : https://selestat-alsace-centrale.fr/wp-content/uploads/2022/11/DCS-2022-V-1-2022-10-20-Revision-du-Schema-de-Coherence-Territoriale-SCoT-Modification-de-la-Deliberation-n%C2%B02019-III-03-SCoT-valant-Plan-Climat-Energie-Territorial.pdf

La révision du SCoT Sélestat Alsace Centrale a constitué près de trois années de travail collectif, **entre le séminaire de lancement organisé en décembre 2022 et l'arrêt du projet en décembre 2025.** Cette démarche a donné lieu à plus de 100 temps d'échanges et de travail (ateliers, séminaires, visites de terrain, groupes de travail, entretiens, réunions publiques), **associant élus, partenaires institutionnels, acteurs socio-économiques, associations et habitants du territoire.**

La frise chronologique ci-après retrace les principales étapes de cette élaboration et met en lumière la dynamique de concertation qui a accompagné la construction du projet. Le **bilan de la concertation**, joint au dossier d'enquête publique, présente de manière détaillée l'ensemble des modalités d'information et de participation mises en œuvre.



10 Décembre 2022

Séminaire de lancement politique

> Présentation "Le SCoT un projet partagé pour le territoire du PETR Sélestat Alsace Centrale"
> Temps d'échange en ateliers
"Vos préoccupations pour le territoire"

Comité restreint
27 janvier 2023



30 Janvier 2023

Visite de terrain

> Visite de différentes communes des 4 EPCI du PETR, **avec les chargés d'études de l'ADEUS**



28 Février 2023

Séminaire de lancement technique

> Présentation "Le SCoT un projet partagé pour le territoire du PETR Sélestat Alsace Centrale"
> Temps d'échange en ateliers
"Vos préoccupations pour le territoire"

Comité restreint
18 Avril 2023

Comité restreint
15 Mai 2023

Comité restreint
21 Juin 2023

Comité restreint
7 Juin 2023



10, 11 et 31 Mai 2023

Ateliers thématiques

> Ateliers **"Vivre au quotidien dans mon territoire"**
> Atelier **"Transitions énergétiques et écologiques"**
> Atelier **"Les ressorts de l'économie"**
> Atelier **"Foncier"**



1er Juillet 2023

Séminaire

> Rappel des fondamentaux et retour sur les **conclusions des ateliers thématiques**
> Simulation avec le jeu **"Modèle notre Territoire"** afin d'appréhender les enjeux du ZAN



28 septembre 2023

Journée de visite à Epinal

> Présentation des objectifs du **SCoT des Vosges centrales**
> Visites de différents projets :
Projet d'écoquartier ; Hôtel du bois ; Chaufferie du réseau de chaleur bois de la Ville d'Epinal

Comité restreint
4 Octobre 2023

Comité restreint
11 Octobre 2023



14 octobre 2023

Séminaire PAS

> Présentations des objectifs de développement et d'aménagement du territoire qui sont pressentis pour le **PAS et propositions d'évolution de l'armature urbaine**



8 Novembre 2023

Conférence ADEUS

> "La ville stationnaire : comment mettre fin à l'étalement urbain ?", conférence de Clémence de Selva

Comité restreint
13 Décembre 2023

Comité syndical
19 Décembre 2023

Comité de suivi
4 Décembre 2023

+ Réunions dans les EPCI

Comité restreint
19 janvier 2024



21 février 2024

Atelier DOO : Habitat et foncier

> Présentation des projections et scénarios de besoins en logements sur le territoire
> Temps d'échange en ateliers : réflexion sur l'utilisation du foncier au regard des besoins en termes de logements

Rencontre avec le CODEV
5 février 2024

GT DAACL n°1
26 février 2024

Comité restreint
15 février 2024

Comité restreint
16 février 2024



22 février 2024

Réunion PPA

> Présentation de la synthèse du diagnostic territorial et des objectifs de développement et d'aménagement du territoire qui sont pressentis pour le **Projet d'Aménagement Stratégique**

Comité restreint
11 mars 2024

Comité restreint
25 mars 2024

GT DAACL n°2
8 avril 2024



16 avril 2024

Atelier DOO : Economie et foncier

> Présentation et temps d'échange : restitution d'éléments de diagnostic et réflexion sur l'utilisation du foncier au regard des besoins du territoire en termes de développement économique

Rencontre avec le CODEV
11 avril 2024

GT DAACL n°3
21 mai 2024



21 mai 2024

Temps d'acculturation sur le thème de la densification

> Introduction du concept de densité
> Présentation des actions de Muttersholtz
> Visites d'opérations à Châtenois et Ohnenheim



6 juin 2024

Temps d'acculturation sur le thème de la reconversion et du patrimoine

> Présentation de la stratégie de reconversion des fermes en centre-ville par la ville d'Erstein
> Présentation du **fonds de sauvegarde de la maison alsacienne** et du bâti traditionnel par la CeA
> **Visite d'une ferme** transformée en plusieurs logements à Matzenheim commentée par le CAUE d'Alsace



22 juin 2024

Séminaire

> Présentation de la démarche **Climat/Air/Energie**
> Restitution des **GT DAACL**
> Synthèse des travaux du 1er semestre sur le **foncier**



2 juillet 2024

Visite d'opérations en Suisse

> Arlesheim, In der Shappe
> Dornach, Erlachweg
> Biel-Benken, Lotissement de Spittelhof
> Rodersdorf, Oberdorfstrasse/Holderweg
> Mulhouse, Cité Wagner

GT DAACL n°4
1er juillet 2024

Comité restreint
2 septembre 2024

+4 Balades "PAYSAGES"

GT DAACL n°5
28 septembre 2024

Comité restreint
17 octobre 2024

Comité restreint
4 novembre 2024

+11 Entretiens DAACL



8, 13, 14, 15 novembre 2024

GT Thématiques DOO

> GT Environnement - paysage
> GT Habitat
> GT Agriculture
> GT Dév. économique



11 décembre 2024

Atelier de travail autour de la stratégie énergétique du territoire

> à partir de la méthode "Destination TEPOS" : appréhension des objectifs énergétiques du territoire et définition de jalons opérationnels

Comité restreint
18 décembre 2024

+ Réunions dans les EPCI

GT DAACL n°6
13 janvier 2025

Comité restreint
17 janvier 2025

GT DAACL n°7
3 mars 2025

Comité de suivi
10 février 2025

Comité de suivi
4 mars 2025

Conférence des Présidents
19 mars 2025

Comité restreint
10 avril 2025

Comité restreint
6 mai 2025

23 avril 2025



Comité syndical - Débat du PAS
> Mise en débat du Projet d'Aménagement Stratégique rédigé

13 mai 2025



Réunion PPA "DAACL"
> Présentation et échanges autour du projet de DAACL en présence des représentants de la DDT / CCI / CMA

Webinaire de restitution "Habitat"
6 mai 2025

Comité de suivi
10 juin 2025

Comité restreint
13 juin 2025

Comité restreint
19 juin 2025

28 juin 2025



Séminaire pour penser collectivement l'avenir du territoire
> séminaire ouvert à tous (habitants, usagers du territoire, représentants associatifs, etc.)
Objectif : partager, comprendre et faire évoluer les grandes orientations SCoT valant PCAET en cours de révision.

Webinaire de restitution "Environnement"
11 juin 2025

Webinaire de restitution "DAACL"
17 juin 2025

Comité restreint
2 juillet 2025

Comité restreint
10 septembre 2025

Comité de suivi
10 juillet 2025

Comité restreint
1er octobre 2025

6 octobre 2025



Réunion des PPA et autres partenaires consultés n°2
> Présentation et échanges autour du projet de SCoT valant PCAET avant arrêt

Septembre/octobre 2025



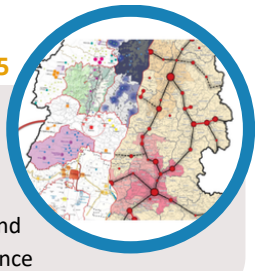


Réunions publiques
> 16.09 à Marckolsheim
> 17.09 à Sélestat
> 25.09 à Villé
> 09.10 à Ste-Croix-aux-Mines.

Comité de suivi
21 octobre 2025

Comité de suivi
24 octobre 2025

12 novembre 2025



Réunion avec le Regionalverband Südlicher Oberrhein
> Présentation du projet de SCoT valant PCAET aux représentants du Regionalverband Südlicher Oberrhein lors d'une visioconférence

13 novembre 2025



Rencontre des contributeurs
> Présentation des enjeux climat air énergie
> Échange autour des grands chantiers thématiques du programme d'actions
> Partage des contributions reçues
> Échange autour des attentes des participants

11 décembre 2025



Comité syndical
> Approbation du changement de dénomination du SCoT, le" SCoT Sélestat et sa Région" devient "SCoT Sélestat Alsace centrale"
> Arrêt du bilan de la concertation
> Arrêt de la procédure de révision

Comité restreint
21 novembre 2025

+ Réunions dans les EPCI

+ Échanges en bilatéral avec les partenaires

Après plusieurs années de travail et de concertation avec les élus et les acteurs locaux, le projet de SCoT Sélestat Alsace centrale révisé a été **arrêté en comité syndical le 11 décembre 2025.**

Entre l'arrêt du projet et l'ouverture d'enquête publique, le projet de SCoT a fait l'objet des **consultations** exigées par le code de l'urbanisme. Des services, collectivités ou organismes publics ont ainsi été invités à exprimer leur avis (réputé favorable s'il n'est pas émis dans un délai de trois mois à compter de la réception de la saisine comprenant le projet de SCoT arrêté) sur ce projet.

Il s'agit notamment de :

- Autorité environnementale (Mission régionale d'autorité environnementale - MRAe)
- Sous-préfecture (Direction départementale des territoires - DDT)
- Prefet de région (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL)
- Agence régionale de santé - ARS
- Unité départementale de l'architecture et du patrimoine - UDAP
- Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers - CDPENAF
- Comité de massif
- Région Grand Est- RGE
- Collectivité européenne d'Alsace - CeA
- Chambre de commerce et d'industrie Alsace Eurométropole - CCI
- Chambre de Métiers d'Alsace - CMA
- Chambre d'agriculture d'Alsace - CAA
- SNCF
- Parc naturel régional des Ballons des Vosges
- Syndicat mixte du SCoT de la Région de Strasbourg
- PETR du Piémont des Vosges
- PETR Bruche-Mossig
- PETR du Pays de la Déodatie
- Syndicat mixte du SCoT Montagne Vignoble Ried
- Syndicat mixte du SCoT Colmar Rhin Vosges
- CdC de Sélestat & Territoires - CCST
- CdC du Ried de Marckolsheim - CCRM
- CdC de la Vallée de Villé - CCVV
- CdC du Val d'Argent - CCVA
- Centre national de la propriété forestière - CNPF
- Institut nationale de l'origine et de la qualité - INAO
- Collectivités et organismes allemands: Verband Region südlicher Oberrhein (VRSO) ; Landkreis Emmendingen ; Gemeindeverwaltungsverband Nördlicher Kaiserstuhl (bei der Stadt Endingen am Kaiserstuhl) ; Gemeindeverwaltungsverband Kenzingen-Herbolzheim (bei der Stadt Kenzingen im Breisgau) ; Stadt Vogtsburg im Kaiserstuhl ; Regierungspräsidium Freiburg, Referat 21 -Raumordnung, Baurecht und Denkmalschutz

Les **avis exprimés** par ces différentes instances figurent dans le **dossier d'enquête.**



©ADEUS

Le projet d'aménagement stratégique

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) du SCoT valant PCAET Sélestat Alsace Centrale propose une vision ambitieuse et durable pour un développement soutenable de ce territoire aux multiples richesses géographiques, économiques et sociales.

Le PAS intègre de manière transversale les **objectifs du PCAET :** renforcer la sobriété énergétique et foncière, développer les énergies renouvelables, améliorer la qualité de l'air, encourager des mobilités plus propres et préparer le territoire aux effets du changement climatique. Ces ambitions deviennent le **socle commun de l'action publique territoriale.**

Ce document s'articule autour de cinq axes stratégiques :

AXE I - ÉQUILIBRER ET RECHERCHER LES COMPLÉMENTARITÉS ENTRE LES TERRITOIRES DU PETR SÉLESTAT ALSACE CENTRALE

L'objectif principal de cet axe est de **capitaliser sur la diversité des espaces**, qu'il s'agisse du massif vosgien, des plaines agricoles ou des zones fluviales, afin de développer des synergies positives entre les différents territoires ainsi qu'avec les régions voisines. Pour atteindre cet objectif, il est essentiel de **renforcer l'armature urbaine en identifiant les centralités urbaines comme pivots** du développement territorial, tout en soutenant les activités économiques et culturelles. Il est également important de promouvoir la **coopération interterritoriale** en encourageant les interactions entre zones rurales et urbaines, dans une logique de complémentarité, et en valorisant les spécificités économiques et écologiques de chaque territoire. Enfin, le PETR doit se positionner stratégiquement dans les **dynamiques transfrontalières** du Rhin Supérieur en favorisant les échanges culturels, commerciaux et environnementaux.



AXE II - ADAPTER LE TERRITOIRE AUX ÉVOLUTIONS CLIMATIQUES ET PRÉSERVER LES RESSOURCES

Cet axe vise à **faire face aux impacts du changement climatique** tout en **protégeant les ressources vitales**. Pour renforcer la résilience écologique, il est nécessaire de développer la **trame verte et bleue** afin de préserver et de développer les corridors écologiques et la biodiversité à l'échelle de tout le territoire, y compris dans les zones urbaines, tout en protégeant les espaces sensibles par des mesures de sanctuarisation. La **multifonctionnalité des forêts** tant pour les loisirs, la production de bois et la biodiversité sera préservée tout en veillant à son adaptation aux évolutions climatiques. La **gestion des ressources en eau,** en qualité comme en quantité, doit être optimisée grâce à des systèmes adaptés, en amont comme en aval de son utilisation, et à travers une sensibilisation accrue des acteurs locaux à la réduction de la consommation d'eau et au partage de ses usages. L'adoption d'une **sobriété foncière et la promotion des pratiques d'urbanisme à faible impact environnemental** sont essentielles pour que soit donné priorité à la réutilisation des friches urbaines et industrielles. La transition agricole et touristique doit être facilitée en soutenant une **agriculture durable, diversifiée et résiliente** face aux aléas climatiques, tout en développant un **tourisme écoresponsable** axé sur la valorisation des patrimoines naturel et culturel. De la même manière, les gisements du sous-sol doivent être préservés pour garantir un approvisionnement local équilibré. La **trajectoire vers une forme d'autonomie énergétique** repose sur des évolutions propres au territoire en termes de sobriété et d'efficacité énergétique, ainsi que de production d'énergies renouvelables, permettant notamment une réduction des émissions de polluants et de gaz à effet de serre.



AXE III - MISER SUR LE RENFORCEMENT DE L'ECONOMIE PRODUCTIVE BAS CARBONE

L'objectif de cet axe est de positionner le territoire comme un **acteur majeur de la transition énergétique et économique durable.** Il est nécessaire de **créer et de réaménager des zones d'activités** selon des principes écoresponsables, en intégrant la végétalisation, les énergies renouvelables et la mutualisation des infrastructures. Le **développement des énergies renouvelables** doit être soutenu par des initiatives locales pour réduire la dépendance aux énergies fossiles. Il est également primordial de renforcer les **circuits courts** et de **diversifier les productions agricoles** tout en favorisant des techniques respectueuses de l'environnement. Enfin, **l'économie circulaire** doit être encouragée par le développement de pratiques de consommation et d'approvisionnement durables, le soutien à l'écologie industrielle et territoriale, le développement de l'économie de la fonctionnalité, le soutien au réemploi et au recyclage des matières et matériaux ainsi qu'à travers l'émergence de nouvelles filières industrielles durables.

AXE IV - FAVORISER LE BIEN-VIVRE DES HABITANTS ET DES USAGERS DANS LE TERRITOIRE

Ce quatrième axe vise à offrir un **cadre de vie épanouissant et accessible à tous les résidents.** Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'accroître l'**offre de logements durables** en encourageant la construction de logements bioclimatiques et intergénérationnels, ainsi qu'en réhabilitant les bâtis vacants pour réduire l'étalement urbain et valoriser le patrimoine existant. Dans cette dynamique, la **revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs** constitue un levier majeur : elle permet de redonner attractivité et vitalité aux cœurs de commune, de renforcer la mixité fonctionnelle (habitat, commerces, services, etc.) et de favoriser la vie locale. Il s'agit également de **faciliter l'accès aux services de proximité et de favoriser les circuits courts,** qui permettent d'optimiser les déplacements. La **facilité de recourir aux mobilités douces** doit être promue par la création d'un réseau cyclable et piéton interconnecté et le renforcement du cadencement des transports en commun. Enfin, il est essentiel de garantir un **accès à la santé pour tous** en mettant en place un maillage équilibré des professionnels de santé sur tout le territoire et en soutenant les projets innovants liés aux services médicaux de proximité.



AXE V - FAIRE AVEC LA POPULATION ET LES ACTEURS LOCAUX DU TERRITOIRE (COLLECTIVITÉS LOCALES, ENTREPRISES, ASSOCIATIONS…)

Cet axe final a pour objectif de créer une **dynamique collaborative impliquant tous les acteurs du territoire,** afin de favoriser les **synergies** et de renforcer l'**appropriation** de ce projet ambitieux par les élus locaux, qui sont au cœur de sa mise en œuvre. L'**exemplarité des collectivités** en termes de transition écologique et énergétique comme d'urbanisme durable est ici essentielle. La **gouvernance participative** doit également être renforcée en impliquant l'ensemble des acteurs du territoire, qu'il s'agisse des représentants des communautés de communes membres et des communes, des partenaires publics, des habitants, des associations ou des entreprises. Cela passe notamment par la mise en place d'outils et d'espaces d'échanges et de coopération **facilitant l'information et la participation des citoyens.** Il est également important de favoriser la **pédagogie environnementale** en sensibilisant les citoyens aux enjeux climatiques et énergétiques et en soutenant des initiatives locales d'éducation à l'environnement.



©ADEUS

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)

Il traduit les orientations du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) en fixant des objectifs et des orientations permettant de les atteindre. Il est **opposable, dans un rapport de compatibilité**, aux plans locaux d'urbanisme, aux cartes communales ainsi qu'aux documents et aux opérations listés à l'article L. 142-1 du code de l'urbanisme. L'intégration du PCAET dans le DOO permet d'inscrire concrètement les enjeux climat-air-énergie dans l'urbanisation, les infrastructures, la gestion de l'espace, l'organisation commerciale ou encore la planification de la mobilité. Il devient, en quelque sorte, la boîte à outils réglementaire de la transition écologique.

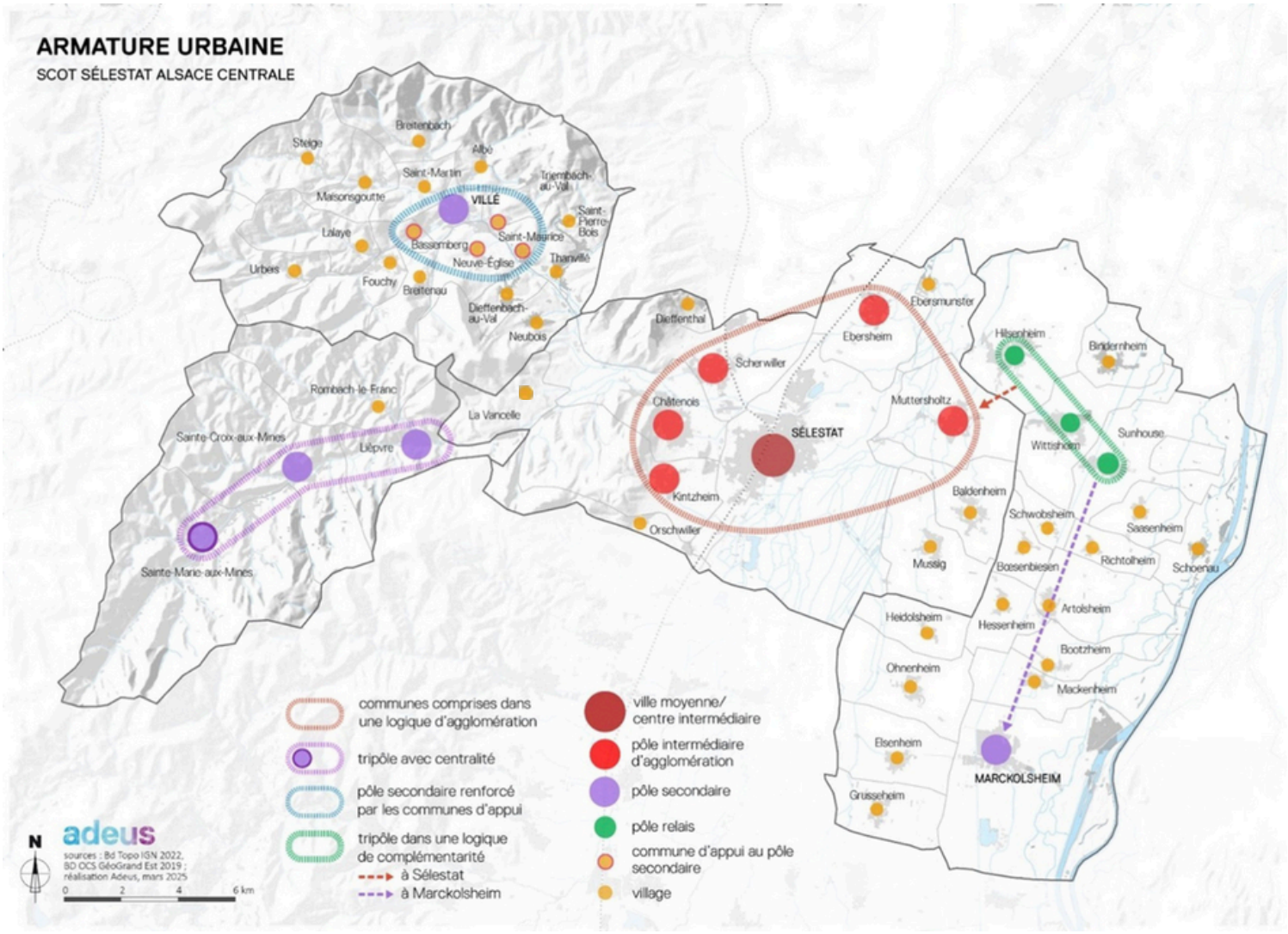
Le **document d'orientation et d'objectifs est structuré autour de 5 axes** et comprend le Document d'Aménagement Artisanal Commercial et Logistique - **DAACL.**

Axe I - Organiser l'espace : équilibrer et rechercher les complémentarités entre les territoires du PETR Sélestat Alsace centrale

Des Vosges au Rhin, rechercher l'équilibre et la complémentarité entre les territoires du PETR en s'appuyant sur les atouts de chacun

Structurer le territoire autour d'une armature urbaine, colonne vertébrale de son évolution

Positionner le PETR dans le Rhin supérieur

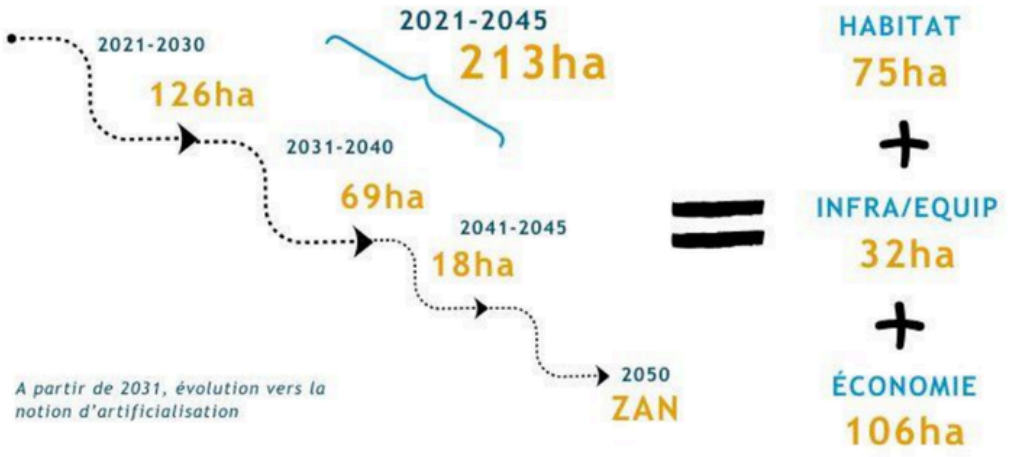


Promouvoir une stratégie d'implantation des logements, des équipements et de l'emploi en cohérence avec l'armature urbaine.

✳ Axe II - Organiser les transitions écologiques et énergétiques, valoriser les paysages, limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et l'artificialisation des sols

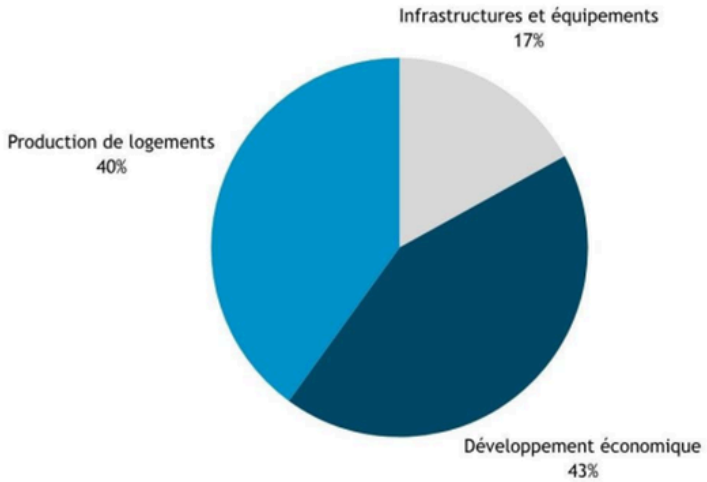
Rechercher systématiquement la sobriété foncière :

> Trajectoire pour limiter la consommation d'ENAF et l'artificialisation des sols :



	Enveloppe par EPCI 2021-2045 (ha)	Enveloppe mutualisée Economie productive 2021-2045 (ha)
CdC de Sélestat et Territoires	83	30
CdC du Ried de Marckolsheim	48	
CdC de la Vallée de Villé	32	
CdC du Val d'Argent	20	

Pour rester dans la logique comptable de la Loi Climat et Résilience et du SRADDET, l'enveloppe maximale de consommation foncière est affichée pour la 1 ère décennie 2021-2030. Toutefois, la consommation d'ENAF réalisée sur le territoire entre 2021 et la date d'approbation du SCoT, non connue à ce jour, viendra en déduction des 126 ha de l'enveloppe maximale.

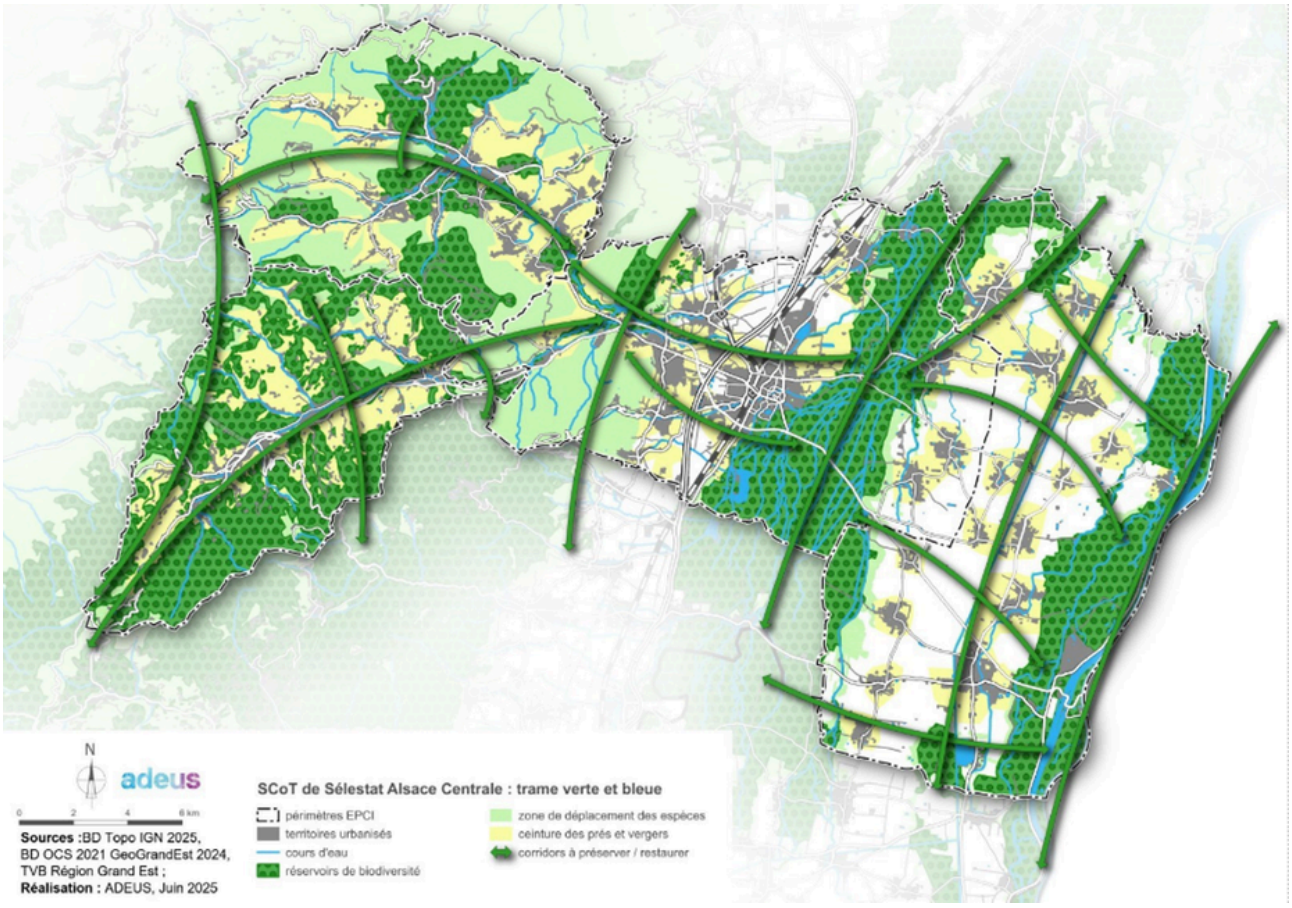


Répartition cible de l'enveloppe des EPCI

*ENAF = espaces naturels, agricoles et forestiers

Préserver les ressources :

- Préserver le milieu naturel et renforcer la trame verte et bleue
- Réduire la consommation d'eau et garantir ses qualités et son partage équitable
- Préserver la multifonctionnalité des forêts et les adapter au changement climatique



Prendre en compte les risques existants et anticiper le changement climatique
[Limiter l'exposition et développer la résilience des personnes, infrastructures, activités et espaces agricoles, naturels et forestiers]

Réduire les émissions de polluants, améliorer la qualité de l'air extérieur et intérieur
[Mettre en cohérence les perspectives de développement et les enjeux de qualité de l'air]

Favoriser l'économie circulaire
[Implantation d'activités et de filières dédiées, circuits de proximité, espaces mutualisés, tri à la source…]

Tendre vers l'autonomie énergétique
[Sobriété – efficacité – renouvelables]

Valoriser le patrimoine, reflet de l'histoire et des paysages d'Alsace centrale

Préserver et tirer parti des qualités paysagères

Axe III - Organiser le développement économique

Les grands principes du développement économique :

Limiter l'impact sur les sols et espaces naturels
·Privilégier sites déjà artificialisés, friches ou locaux vacants.
·Les extensions doivent justifier le besoin et l'efficience foncière.
·Compensations en cas d'imperméabilisation.

Localisation selon le type d'activité
·Tertiaire / services : dans le tissu urbain, faible nuisance.
·Industrie / artisanat productif : zones d'activités existantes ou nouvelles, cohérence économique et logistique.

Aménagement durable des infrastructures
·Formes compactes, modularité, mutualisation des installations.
·Mutualisation des infrastructures : plateformes logistiques, zones intercommunales.

Limiter l'impact sur l'environnement
·Veiller à limiter l'impact sur l'eau, les sols…
·Végétaliser / désimperméabiliser
·Viser la neutralité carbone ou compensation.
·Bâtiments basse consommation / passifs, ENR intégrées.
·Recourir aux matériaux biosourcés.

Le développement économique productif du PETR Sélestat Alsace centrale devra se faire prioritairement dans les sites d'échelle SCoT :

Les sites considérés comme déjà artificialisés :



La poursuite de l'aménagement de la ZAC du Parc Intercommunal de Marckolsheim dite PAIM.



La poursuite de l'aménagement de la zone industrielle dite du Danielsrain à Kintzheim.

Les sites en espace naturel, agricole et forestier :



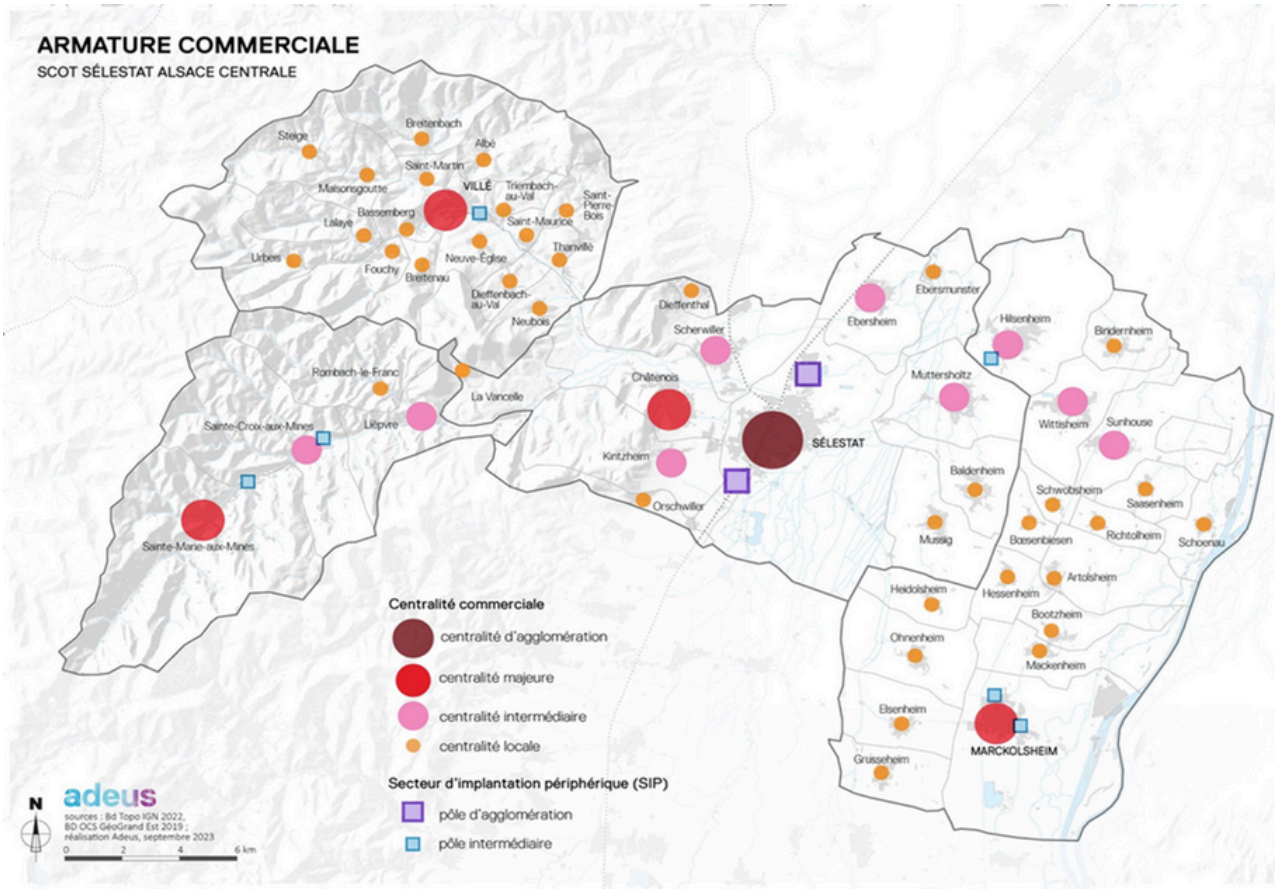
L'extension de la zone industrielle nord de Sélestat



L'extension du Port de Marckolsheim = Projet d'envergure nationale ou européenne - « PENE »

Le SCoT réserve une **enveloppe foncière mutualisée à l'échelle du PETR de 20 hectares** pour l'accueil d'implantation(s) industrielle(s) bas carbone pour lesquelles les sites déjà urbanisés ou artificialisés ne seraient pas adaptés.

Le document d'orientation et d'objectifs comporte un volet commerce et un **document d'aménagement artisanal, commercial et logistique** > le DAACL



Le développement commercial trouvera sa place dans deux types d'implantation préférentielle du commerce :

- Les centralités, destinées à recevoir tous types de commerces sous réserve du respect des règles urbaines
- Les secteurs d'implantation périphérique (SIP), privilégiés pour le développement des plus grands commerces, si le fonctionnement et la dimension sont incompatibles avec les centralités

Favoriser un modèle agricole durable

[préserver durablement les espaces agricoles, viticoles et forestiers ;
agriculture orientée vers la consommation locale ; maintenir les équilibres territoriaux et les spécificités agricoles locales ; encourager les synergies entre agriculture, paysage et environnement]

Développer un tourisme durable, diversifié et responsable

Axe IV - Organiser l'offre de logements, d'équipements, de services, de mobilités et favoriser la densification

Offrir un habitat de qualité pour tous



Une moyenne de 290 logements par an

... dont besoins liés au stock : 25 %
- Personnes sans logement
- Personnes hébergées
- Les ménages mal logés (suroccupation logement trop cher...)

... dont besoins liés au flux : 75 %
- Evolution démographique (naturelle et migratoire
- Variation des logements vacants et des résidences secondaires
- Renouvellement du parc (ruines, fusion de logements, démolition...)

EPCI	Nombre de logements à produire sur 20 ans	Soit en moyenne annuelle
Communauté de communes de Sélestat & Territoires	2 950	148
Communautés de communes du Ried de Marckolsheim	1400	70
Communauté de communes de la Vallée de Villé	725	36
Communauté de communes du Val d'Argent	725	36
TOTAL SCoT	5 800	290

- **70%** seront produits sans consommer d'ENAF **dans les pôles** = **30%** seront produits avec consommation d'ENAF **dans les pôles**
- **60%** seront produits sans consommer d'ENAF **dans les villages** = **40%** seront produits avec consommation d'ENAF **dans les villages**

Objectifs de densité



Sélestat → 50 log/ha

Pôles → 30 log/ha

Villages → 20 log/ha

Objectifs de diversification des typologies

Armature urbaine du ScoT			Part minimale de logements hors individuel pur, à savoir collectif, bi-famille, individuel en bande (au moins un mur mitoyen)
Pôles urbains majeurs	Ville centre du SCoT	Sélestat	75 %
	Pôles intermédiaires d'agglomération	Ebersheim, Châtenois, Kintzheim, Muttersholtz, Scherwiller	60 %
	Pôles secondaires	Tripôle : Ste-Marie-aux-Mines, Ste-Croix-aux-Mines-Liépvre	50 %
		Marckolsheim	60 %
		Villé	60 %
	Pôle relais	Hilsenheim, Wittisheim, Sundhouse	50 %
	Villages	Toutes les autres communes	40 %

Répartition des types de logements aidés à créer d'ici 2045 en fonction de l'armature urbaine

Armature urbaine du ScoT			Part minimale de logements aidés par commune*
Pôles urbains majeurs	Ville centre du SCoT	Sélestat	20 %
	Pôles intermédiaires d'agglomération	Ebersheim, Châtenois, Kintzheim, Muttersholtz, Scherwiller	15 %
	Pôles secondaires	Tripôle : Ste-Marie-aux-Mines, Ste-Croix-aux-Mines-Liépvre	15 %
		Marckolsheim	15 %
		Villé	15 %
	Pôle relais	Hilsenheim, Wittisheim, Sundhouse	10 %
	Villages	Toutes les autres communes	5 %



Garantir des équipements et services disponibles et accessibles



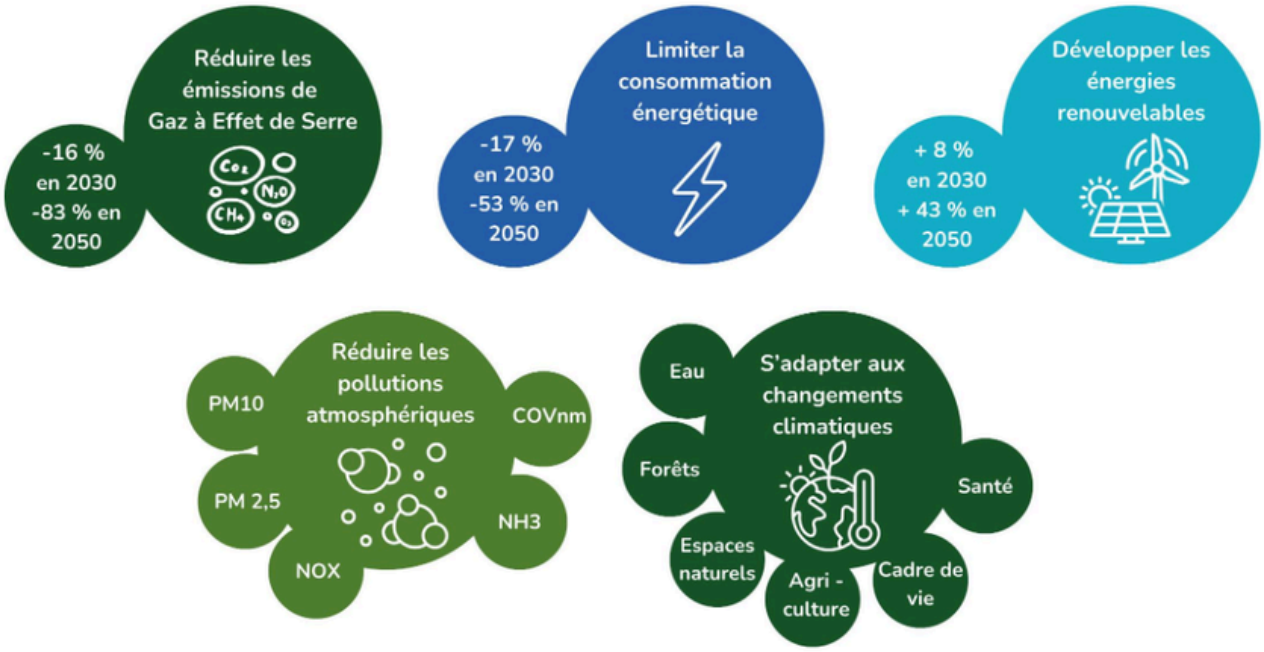
Créer les conditions d'une mobilité fluide, inclusive et respectueuse de l'environnement

Axe V - Organiser la mise en œuvre

Communication et pédagogie ; devenir une collectivité exemplaire ; créer une culture commune autour des transitions ; accompagner et soutenir les acteurs ; concertation et participation ; construire un désir d'avenir commun ; favoriser les coopérations ; pilotage et organisation de la gouvernance ; suivre et évaluer.

SYNTHESE DES OBJECTIFS DU VOLET CLIMAT AIR ENERGIE - PCAET

Le volet PCAET du SCoT détermine les objectifs généraux relatifs à la qualité de l'air, le climat et l'énergie. Ils viennent compléter les objectifs déclinés dans l'ensemble des thématiques portés par le DOO du SCoT valant PCAET par ailleurs.



Le programme d'actions

Un programme intégrateur, structuré en 7 axes de travail :

- **Axe 1 :** Construire ensemble la transition écologique et l'adaptation du territoire au changement climatique
- **Axe 2 :** Préserver, renforcer et adapter la multifonctionnalité des milieux naturels et aménagés
- **Axe 3 :** Renforcer l'agriculture durable et faciliter l'accès à une alimentation saine et de proximité
- **Axe 4 :** Accélérer la transition vers une économie circulaire et bas carbone
- **Axe 5 :** Accompagner la rénovation des bâtiments et leur adaptation au changement climatique
- **Axe 6 :** Développer les mobilités et les transports alternatifs
- **Axe 7 :** Produire des énergies renouvelables sur la base des ressources locales

L'arrêté d'enquête publique

Accusé de réception en préfecture
067-200069680-20260730-Arrete-2026-12-AR
Date de réception préfecture : 30/07/2026

Sélestat Alsace Centrale
Pôle d'Equilibre Territorial et Rural

ARRÊTÉ

Portant ouverture d'une enquête publique relative au projet de révision n°1 du Schéma de Cohérence Territoriale Sélestat Alsace centrale valant Plan Climat Air Energie Territorial présenté par le PETR Sélestat Alsace centrale

LE PRESIDENT
Monsieur Patrick BARBIER,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.143-22 ;

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 123-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;

Vu la délibération n° 18/2013 du comité syndical en date du 17 décembre 2013 approuvant le SCoT de Sélestat et sa région ;

Vu la délibération n° 2019-III-03 du 10 décembre 2019 relative à l'analyse des résultats de l'application du SCoT et à la prescription de sa révision ;

Vu la délibération n° 2022-V-1 du 20 octobre 2022 venant compléter la délibération n° 2019-III-03 portant sur l'analyse des résultats de l'application du SCoT et la prescription de sa révision pour intégrer dans ce document un volet PCAET et adopter un contenu modernisé tel que prévu par l'ordonnance du 17 juin 2020 ;

Vu la délibération n° 2025-04-23-02 du 23 avril 2025 prenant acte du débat qui s'est tenu sur le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) dans le cadre de la révision de son schéma de cohérence territoriale ;

Vu la délibération n° 2025-12-11-02 du 11 décembre 2025 portant arrêt du bilan de la concertation et du projet de schéma de cohérence territoriale Sélestat Alsace centrale valant plan climat air énergie territorial ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de STRASBOURG n° E26000027 /67 en date du 2 avril 2026 désignant une commission d'enquête en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet la révision du schéma de cohérence territoriale de Sélestat Alsace centrale valant plan climat air énergie territorial ;

Vu les pièces du dossier d'enquête publique relatives au projet de révision du schéma de cohérence territoriale Sélestat Alsace centrale valant plan climat air énergie territorial ;

Après concertation avec la commission d'enquête

ARRÊTE :

Article 1er. Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique portant sur le projet de révision du schéma de cohérence territoriale Sélestat Alsace centrale valant plan climat air énergie territorial arrêté par le comité syndical du PETR Sélestat Alsace centrale le 11 décembre 2025.

L'enquête publique vise à informer le public et à recueillir ses observations et propositions sur le projet de révision du schéma de cohérence territoriale valant plan climat air énergie territorial (SCoT valant PCAET).

Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) est un document pivot et intégrateur en matière de

Arrêté n° 2026/12 Page 1 sur 5

planification territoriale. Il définit pour les 20 années à venir, à l'échelle de son territoire d'application, les orientations et objectifs en matière de sobriété foncière, d'habitat, de développement économique, d'implantation commerciale, de mobilité, de protection de la biodiversité, de transition énergétique, de qualité urbaine, de valorisation des paysages, de gestion des risques et de préservation des ressources naturelles.

Le SCoT Sélestat Alsace centrale couvre le périmètre de 4 établissements publics de coopération intercommunale (Communauté de communes de Sélestat & Territoires ; Communauté de communes du Ried de Marckolsheim ; Communauté de communes de la Vallée de Villé ; Communauté de communes du Val d'Argent), soit 52 communes et près de 78.000 habitants.

Article 2. Dates et durée de l'enquête

L'enquête publique se déroulera du **mardi 22 septembre 2026 à 8h30 au vendredi 23 octobre 2026 à 17h**, soit durant 32 jours consécutifs.

Article 3. Commission d'enquête

Par décision n° E26000027 /67 en date du 2 avril 2026, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Strasbourg a désigné Madame Danièle Dietrich en qualité de Présidente de la commission d'enquête, Madame Adriana Graziani et Monsieur Bertrand Pimmel en qualité de membres de la commission d'enquête.

Article 4. Dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête publique se compose :
• d'une note de présentation mentionnant les textes qui régissent l'enquête publique ;
• du projet de révision du SCoT Sélestat Alsace centrale valant PCAET comprenant :
- le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS),
- le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) comprenant un Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique (DAACL),
- les annexes comprenant le diagnostic, le diagnostic spécifique à la thématique Air-Climat-Energie, l'état initial de l'environnement, l'évaluation des incidences environnementales avec son résumé non technique, l'explication et justification des choix, les modalités et référentiel de suivi ; le programme d'actions ;
• des avis émis par les personnes publiques consultées, la CDPENAF et l'autorité environnementale (MRAe) ainsi que du mémoire en réponse du PETR aux avis émis ;
• du bilan de la concertation menée pendant l'élaboration du projet ;
• de la délibération du comité syndical du 11 décembre 2025 portant arrêt du bilan de la concertation et du projet de Schéma de cohérence territoriale Sélestat Alsace centrale valant Plan climat air énergie territorial.

Article 5. Consultation du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête publique sera consultable par le public pendant toute la durée de l'enquête :

- au format papier, aux jours et heures habituels d'ouverture au public :
  - au siège de l'enquête, fixé au siège du PETR Sélestat Alsace centrale, 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 ainsi que le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
  - aux sièges des 4 EPCI membres du PETR Sélestat Alsace centrale :
    - Communauté de communes de Sélestat & Territoires, 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 ainsi que le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h ;
    - Communauté de communes du Ried de Marckolsheim, 24 rue du Maréchal Foch 67390 MARCKOLSHEIM du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 ainsi que le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 ;
    - Communauté de communes de la Vallée de Villé, 1 rue Principale 67220 BASSEMBERG du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ;
    - Communauté de communes Du Val d'Argent, 11A Rue Maurice Burrus 68160 SAINTE-CROIX-AUX-MINES du lundi au jeudi de 8h00 à 12h et de 14h00 à 17h30 ainsi que le vendredi de 8h00 à 12h et de 14h00 à 16h30 ;

- A la Mairie de Sundhouse, 1 place Crinoline 67920 SUNDHOUSE, le lundi de 8h00 à 12h00, le mardi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, le mercredi de 8h00 à 12h00, le jeudi de 8h0 à 12h00 et le vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

• au format numérique :
- sur le site Internet comportant un registre dématérialisé sécurisé ouvert à l'adresse internet suivante : https://www.registre-dematerialise.fr/7549/
- sur un poste informatique au siège du PETR Sélestat Alsace centrale, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 6. Permanences

La commission d'enquête se tiendra à disposition du public pour recevoir leurs observations lors des 7 permanences qui se tiendront :

Lieux	Jours	Heures
PETR Sélestat Alsace centrale et Communauté de communes de Sélestat & Territoires 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT	Mardi 22 septembre 2026	De 8h30 à 11h30
Mairie de Sundhouse 1 place Crinoline 67920 SUNDHOUSE	Lundi 28 septembre 2026	De 10h à 12h
Communauté de communes du Ried de Marckolsheim 24 rue du Maréchal Foch 67390 MARCKOLSHEIM	Lundi 28 septembre 2026	De 14h à 16h
PETR Sélestat Alsace centrale et Communauté de communes de Sélestat & Territoires 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT (ouverture exceptionnelle)	Samedi 10 octobre 2026	De 9h00 à 12h00
Communauté de communes de la Vallée de Villé 1 rue Principale 67220 BASSEMBERG	Jeudi 15 octobre 2026	De 10h à 12h
Communauté de communes du Val d'Argent 11A Rue Maurice Burrus 68160 SAINTE-CROIX-AUX-MINES	Jeudi 15 octobre 2026	De 15h à 17h
PETR Sélestat Alsace centrale et Communauté de communes de Sélestat & Territoires 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT	Vendredi 23 octobre 2026	De 14h à 17h

Article 7. Observations du public

Pendant la durée de l'enquête, les observations et propositions du public pourront :
• être consignées sur les registres d'enquête déposés au siège du PETR Sélestat Alsace centrale et de la Communauté de communes de Sélestat & Territoires, aux sièges des Communautés de communes du Ried de Marckolsheim ; de la Vallée de Villé et du Val d'Argent, ainsi qu'à la mairie de Sundhouse, correspondant aux lieux des permanences de la commission d'enquête, aux jours et heures d'ouverture au public,
• être reçues à l'écrit ou à l'oral par la commission d'enquête aux lieux, jours et heures des permanences,
• être consignées sur le site Internet comportant un registre dématérialisé sécurisé ouvert à l'adresse internet suivante : https://www.registre-dematerialise.fr/7549/
• être transmises par courrier électronique à l'adresse mail suivante : enquete-publique-7549@registre-dematerialise.fr
Les contributions transmises par courrier électronique *seront publiées dans les meilleurs délais sur le registre dématérialisé https://www.registre-dematerialise.fr/7549/ et donc visibles par tous.*
• être adressées par courrier à l'attention de Madame la Présidente de la commission d'enquête au siège du PETR Sélestat Alsace centrale, 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT.

Article 8. Rapport et conclusions de la commission d'enquête

La commission d'enquête établit un rapport, relatant le déroulement de l'enquête, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, faisant état des observations et des propositions produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du PETR Sélestat Alsace centrale et examinera les observations recueillies. Il établira, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

La commission d'enquête disposera d'un délai de trente jours à compter de la date de fin de l'enquête pour transmettre au Président du PETR Sélestat Alsace centrale le rapport établi ainsi que ses conclusions motivées formulant un avis sur le projet de révision schéma de cohérence territoriale de Sélestat Alsace centrale valant plan climat air énergie territorial. Une copie du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête sera adressée à Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Le rapport établi ainsi que les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la date de la clôture de l'enquête dans les lieux suivants :

- siège du PETR Sélestat Alsace centrale, 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 ainsi que le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
- sièges des 4 EPCI membres du PETR Sélestat Alsace centrale :
  - Communauté de communes de Sélestat & Territoires, 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 ainsi que le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h ;
  - Communauté de communes du Ried de Marckolsheim, 24 rue du Maréchal Foch 67390 MARCKOLSHEIM du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 ainsi que le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 ;
  - Communauté de communes de la Vallée de Villé, 1 rue Principale 67220 BASSEMBERG du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ;
  - Communauté de communes Du Val d'Argent, 11A Rue Maurice Burrus 68160 SAINTE-CROIX-AUX-MINES du lundi au jeudi de 8h00 à 12h et de 14h00 à 17h30 ainsi que le vendredi de 8h00 à 12h et de 14h00 à 16h30 ;
- Préfecture du Bas-Rhin, 5 place de la République, 67073 Strasbourg Cedex
- Préfecture du Haut-Rhin, Cité administrative 3 rue Fleischhauer 68000 Colmar France

Le rapport et les conclusions motivées seront également publiés sur le site Internet du PETR Sélestat Alsace centrale à l'adresse suivante : selestat-alsace-centrale.fr et tenus à disposition du public pendant un an.

Article 9. Décision

À l'issue de l'enquête, le projet de révision du SCoT Sélestat Alsace centrale valant PCAET, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public ainsi que du rapport de la commission d'enquête, pourra être approuvé par délibération du comité syndical du PETR Sélestat Alsace centrale.

Article 10. Mesures de publicité

Un avis au public faisant connaître les dates d'ouverture et clôture de l'enquête publique sera publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux locaux diffusés dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin à savoir les DNA et l'Alsace.

Cet avis sera également affiché dans l'ensemble des mairies et des sièges des EPCI du territoire du PETR Sélestat Alsace centrale.

L'avis sera également publié sur le site internet du PETR Sélestat Alsace centrale : selestat-alsace-centrale.fr et tenus à disposition du public pendant un an.

Article 11. Personne publique responsable et informations complémentaires

L'autorité responsable de la procédure de révision est le PETR Sélestat Alsace centrale ayant son siège au 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT.

Des informations peuvent être demandées au PETR, auprès de Mesdames Laurie HOEHN et Léa GENIS au 03 88 58 01 60 ou par courrier électronique à l'adresse administration@petr-selestat.fr

SELESTAT, le 30 JUIL. 2026

PETR Sélestat-Alsace Centrale

Le Président,
Patrick Barbier

Mise en ligne sur le site internet du PETR Sélestat-Alsace centrale le 30 juillet 2026

Le présent arrêté, à supposer qu'il fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg ou d'un recours gracieux auprès du Président, étant précisé que celui-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Les textes régissant la présente procédure

L'enquête publique, dont le projet de révision du schéma de cohérence territoriale Sélestat Alsace centrale valant plan climat air énergie territorial fait l'objet, est régie par les dispositions du code de l'urbanisme (en particulier les articles L. 143-22 et R. 143-9), qui renvoient elles-mêmes vers les dispositions des articles R. 123-2 et suivants du code de l'environnement.

Code de l'urbanisme
Partie législative

Article L143-20
L'organe délibérant de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 arrête le projet de schéma et le soumet pour avis :
1° Aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8 ;
2° Aux communes et groupements de communes membres de l'établissement public ;
3° A leur demande, aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés et aux communes limitrophes ;
4° A la commission prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, lorsqu'il a pour conséquence une réduction des surfaces des espaces agricoles, naturels ou forestiers ;
5° Au comité de massif lorsqu'il est totalement ou partiellement situé en zone de montagne ainsi que, lorsqu'il prévoit la création d'une ou plusieurs unités touristiques nouvelles structurantes, à la commission spécialisée compétente du comité ;
6° A sa demande, au représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune, si ces organismes en ont désigné un ;
7° Lorsque le schéma de cohérence territoriale tient lieu de plan climat-air-énergie territorial, sont, en outre, consultés les organismes mentionnés au III de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, dans les conditions qu'il prévoit.

Article L143-22
Le projet de schéma de cohérence territoriale arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16.
Ce dernier peut, par décision motivée, recourir, en substitution à l'enquête publique, à la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 du code de l'environnement. Le dossier soumis à la procédure de participation du public par voie électronique est également mis en consultation sur un support papier, aux horaires d'ouverture, dans les mairies concernées.

NOTA:
Conformément au VI de l'article 1 de la loi n° 2025-1129 du 26 novembre 2025, ces dispositions, dans leur rédaction issue dudit article, entrent en vigueur six mois après la promulgation de la loi précitée, soit le 26 mai 2026. Elles ne s'appliquent pas aux procédures d'évolution des schémas de cohérence territoriale ou des plans locaux d'urbanisme en cours à cette date.

Code de l'urbanisme
Partie réglementaire

Article R143-4
Les personnes et les commissions consultées en application de l'article L. 143-20 rendent leur avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois à compter de la transmission du projet de schéma. A défaut de réponse dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article R143-9
Le dossier soumis à l'enquête publique ou à la procédure de participation du public par voie électronique est composé des pièces mentionnées à l'article R. 123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure.
Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement par le préfet.
Dans le cas mentionné à l'article L. 143-21, la délibération motivée de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale et l'avis du préfet sont joints au dossier de l'enquête publique ou de participation du public par voie électronique.

Code de l'environnement
Partie législative

Article L123-1
L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision

Article L123-2
I.-Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :
1° [...]
2° Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification faisant l'objet d'une évaluation environnementale en application des articles L. 122-4 à L. 122-11 du présent code, ou L. 104-1 à L. 104-3 du code de l'urbanisme, pour lesquels une enquête publique est requise en application des législations en vigueur. Toutefois, lorsqu'une évolution de plan ou de programme est nécessaire pour permettre la réalisation d'un projet qui est situé dans le périmètre d'une opération d'intérêt national ou d'une grande opération d'urbanisme et qui répond aux objectifs de cette opération ou d'un projet de logements situé dans une commune figurant sur la liste mentionné e au I d e l'article 17 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ou sur la liste mentionnée au dernier alinéa du II de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation, cette enquête publique peut être remplacée par une procédure de participation du public par voie électronique en application de l'article L. 123-19-11 du présent code ;
3° [...]
4° [...]
II.-Lorsqu'un projet, plan ou programme mentionné au I est subordonné à une autorisation administrative, cette autorisation ne peut résulter que d'une décision explicite.
III.-Les travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat sont exclus du champ d'application du présent chapitre.
III bis.-(Abrogé).
IV.-La décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent chapitre n'est pas illégale du seul fait qu'elle aurait dû l'être dans les conditions définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.
V.-L'enquête publique s'effectue dans le respect du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence.

Article L123-3
L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.
Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'Etat compétente pour déclarer l'utilité publique.
L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe sans délai le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique de la saisine du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête.

Article L123-4
Dans chaque département, une commission présidée par le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue établit une liste d'aptitude des commissaires enquêteurs. Cette liste est rendue publique et fait l'objet d'au moins une révision annuelle. Peut être radié de cette liste tout commissaire enquêteur ayant manqué aux obligations définies à l'article L. 123-15.
L'enquête est conduite, selon la nature et l'importance des opérations, par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête choisi par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin parmi les personnes figurant sur les listes d'aptitude. Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui nomme également un ou plusieurs suppléants au commissaire enquêteur ou aux membres de la commission d'enquête, qui n'interviennent qu'en cas de remplacement, selon un ordre d'appel préalablement défini par la juridiction au moment du choix du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Son choix n'est pas limité aux listes des départements faisant partie du ressort du tribunal. Dans le cas où une concertation préalable s'est tenue sous l'égide d'un garant conformément aux articles L. 121-16 à L. 121-21, le président du tribunal administratif peut désigner ce garant en qualité de commissaire enquêteur si ce dernier est inscrit sur l'une des listes d'aptitude de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement d'un commissaire enquêteur, l'autorité chargée de l'organisation de l'enquête publique transfère sans délai à un commissaire suppléant, choisi par la juridiction administrative dans les conditions prévues au présent alinéa, la poursuite de l'enquête publique. Le public est informé de ces décisions.

Article L123-5
Ne peuvent être désignées commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête les personnes intéressées au projet à titre personnel, en raison de leurs fonctions électives exercées sur le territoire concerné par l'enquête publique, ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête.
Les dispositions du premier alinéa peuvent être étendues, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, à des personnes qui ont occupé ces fonctions.

Article L123-9
La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale.
La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.
Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

Article L123-10
Version en vigueur depuis le 01 mars 2017
Modifié par Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 - art. 2
I.-Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale.

Cet avis précise :
-l'objet de l'enquête ;
-la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer ;
-le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête ;
-la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;
-l'adresse du ou des sites internet sur lequel le dossier d'enquête peut être consulté ;
-le (ou les) lieu (x) ainsi que les horaires où le dossier de l'enquête peut être consulté sur support papier et le registre d'enquête accessible au public ;
-le ou les points et les horaires d'accès où le dossier de l'enquête publique peut être consulté sur un poste informatique ;
-la ou les adresses auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant le délai de l'enquête. S'il existe un registre dématérialisé, cet avis précise l'adresse du site internet à laquelle il est accessible.
L'avis indique en outre l'existence d'un rapport sur les incidences environnementales, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et l'adresse du site internet ainsi que du ou des lieux où ces documents peuvent être consultés s'ils diffèrent de l'adresse et des lieux où le dossier peut être consulté. Il fait état, lorsqu'ils ont été émis, de l'existence de l'avis de l'autorité environnementale mentionné au V de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, et des avis des collectivités territoriales et de leurs groupements mentionnés au V de l'article L. 122-1 du présent code, ainsi que du lieu ou des lieux où ils peuvent être consultés et de l'adresse des sites internet où ils peuvent être consultés si elle diffère de celle mentionnée ci-dessus.
II.-La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique.

Article L123-11
Nonobstant les dispositions du titre Ier du livre III du code des relations entre le public et l'administration, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

Article L123-12
Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.
Si le projet, plan ou programme a fait l'objet d'une procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou d'une concertation préalable organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-16 et L. 121-16-1, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision, le dossier comporte le bilan de cette procédure ainsi que la synthèse des observations et propositions formulées par le public. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.

Article L123-13
I. - Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision. Il ou elle permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Les observations et propositions transmises par voie électronique sont accessibles sur un site internet désigné par voie réglementaire.
II. - Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique à la demande de ce dernier. Il peut en outre :
- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ;
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ;
- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.
A la demande du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et lorsque les spécificités de l'enquête l'exigent, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut désigner un expert chargé d'assister le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête. Le coût de cette expertise complémentaire est à la charge du responsable du projet.

Article L123-14
I.-Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 estime nécessaire d'apporter à celui-ci, à l'étude d'impact ou au rapport sur les incidences environnementales afférent, des modifications substantielles, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. Cette possibilité de suspension ne peut être utilisée qu'une seule fois.
Pendant ce délai, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale prévue, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ainsi que, le cas échéant, aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1. A l'issue de ce délai et après que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions définies à l'article L. 123-10 du présent code, l'enquête est prolongée d'une durée d'au moins trente jours.
II.-Au vu des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 peut, si elle estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander à l'autorité organisatrice d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement. Dans le cas des projets d'infrastructures linéaires, l'enquête complémentaire peut n'être organisée que sur les territoires concernés par la modification.
Dans le cas d'enquête complémentaire, le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête est reporté à la date de clôture de la seconde enquête.
Avant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale conformément, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme et aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1.

Article L123-15
Version en vigueur depuis le 12 mars 2023
Modifié par LOI n°2023-175 du 10 mars 2023 - art. 7
Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Pour les projets d'installations de production d'énergies renouvelables, au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie, et dans la stricte limite des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables prévues à l'article L. 141-5-3 du même code, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de quinze jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, le délai supplémentaire prévu au premier alinéa du présent article ne peut excéder quinze jours.
Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.
Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et sur le lieu où ils peuvent être consultés sur support papier.
Si, à l'expiration des délais prévus aux premier et deuxième alinéas, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête restée infructueuse, demander au président du tribunal administratif ou au conseiller qu'il délègue de dessaisir le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête et de lui substituer un nouveau commissaire enquêteur ou une nouvelle commission d'enquête ; celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination.
Le nouveau commissaire enquêteur ou la nouvelle commission d'enquête peut faire usage des prérogatives prévues par l'article L. 123-13.
L'autorité compétente pour prendre la décision peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête sont informés de la tenue d'une telle réunion.

Article L123-18
Le responsable du projet, plan ou programme prend en charge les frais de l'enquête, notamment l'indemnisation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.
Sur demande motivée du ou des commissaires enquêteurs, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué à cet effet peut demander au responsable du projet de verser une provision. Le président ou le conseiller en fixe le montant et le délai de versement.

Code de l'environnement
Partie réglementaire

Article R123-2
Les projets, plans, programmes ou décisions mentionnés à l'article L. 123-2 font l'objet d'une enquête régie par les dispositions du présent chapitre préalablement à l'intervention de la décision en vue de laquelle l'enquête est requise, ou, en l'absence de dispositions prévoyant une telle décision, avant le commencement de la réalisation des projets concernés.

Article R123-4
Ne peuvent être désignés comme commissaire enquêteur, membre d'une commission d'enquête ou suppléant les personnes intéressées au projet, plan ou programme soit à titre personnel, soit en raison des fonctions qu'elles exercent ou ont exercées depuis moins de cinq ans, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle du projet, plan ou programme soumis à enquête, ou au sein d'associations ou organismes directement concernés par cette opération.
Avant sa désignation, chaque commissaire enquêteur, membre d'une commission d'enquête ou suppléant indique au président du tribunal administratif les activités exercées au titre de ses fonctions précédentes ou en cours qui pourraient être jugées incompatibles avec les fonctions de commissaire enquêteur en application de l'article L. 123-5, et signe une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'a pas d'intérêt personnel au projet, plan ou programme.
Le manquement à cette règle constitue un motif de radiation de la liste d'aptitude de commissaire enquêteur.

Article R123-5
L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête saisit, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête le président du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité et lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte le résumé non technique ou la note de présentation mentionnés respectivement aux 1° et 2° de l'article R. 123-8 ainsi qu'une copie de ces pièces sous format numérique. Elle en informe sans délai le responsable du projet, plan ou programme.
Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui à cette fin désigne dans un délai de quinze jours un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président. Il désigne également un ou plusieurs suppléants au commissaire enquêteur ou aux membres de la commission d'enquête, qui remplacent le titulaire en cas d'empêchement et exercent alors leurs fonctions jusqu'au terme de la procédure.
Lorsque l'empêchement du commissaire enquêteur titulaire est constaté par le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui, le suppléant intervient dans la conduite de l'enquête, y compris pour l'élaboration du rapport et des conclusions motivées.
Avant publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête adresse au commissaire enquêteur ou à chacun des commissaires enquêteurs, ainsi qu'aux suppléants, une copie du dossier complet soumis à enquête publique en format papier et en copie numérique.

Article R123-8
Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.
Le dossier comprend au moins :
1° Lorsque le projet fait l'objet d'une évaluation environnementale :
a) L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ;
b) Le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4 ou, en l'absence d'une telle décision, la mention qu'une décision implicite a été prise, accompagnée pour les projets du formulaire mentionné au II de l'article R. 122-3-1 ;
c) L'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1, le cas échéant, au III de l'article L. 122-1-1, à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale ;
2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;
5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13 ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article L. 121-16-2. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;
6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;
7° Le cas échéant, la mention que le projet fait l'objet d'une évaluation transfrontalière de ses incidences sur l'environnement en application de l'article R. 122-10 ou des consultations avec un Etat frontalier membre de l'Union européenne ou partie à la Convention du 25 février 1991 signée à Espoo .
L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5.
.

Article R123-9

I.-L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté les informations mentionnées à l'article L. 123-10, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête. Cet arrêté précise notamment :
1° Concernant l'objet de l'enquête, les caractéristiques principales du projet, plan ou programme ainsi que l'identité de la ou des personnes responsables du projet, plan ou programme ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;
2° En cas de pluralité de lieux d'enquête, le siège de l'enquête, où toute correspondance postale relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête ;
3° L'adresse électronique à laquelle le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête, ainsi que, le cas échéant, l'adresse du site internet comportant le registre dématérialisé sécurisé mentionné à l'article L. 123-10 ;
4° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;
5° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;
6° La durée, le ou les lieux, ainsi que le ou les sites internet où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;
7° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;
8° L'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable des différents éléments du ou des projets, plans ou programmes soumis à enquête.
II.-Un dossier d'enquête publique est disponible en support papier au minimum au siège de l'enquête publique.
Ce dossier est également disponible depuis le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11.

Article R123-10

Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter gratuitement l'exemplaire du dossier et présenter ses observations et propositions sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.
Lorsqu'un registre dématérialisé est mis en place, il est accessible sur internet durant toute la durée de l'enquête.

Article R123-11

I. - Un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets d'importance nationale et les plans et programmes de niveau national, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.
II. - L'avis mentionné au I est publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. Si l'autorité compétente ne dispose pas d'un site internet, cet avis est publié, à sa demande, sur le site internet des services de l'Etat dans le département. Dans ce cas, l'autorité compétente transmet l'avis par voie électronique au préfet au moins un mois avant le début de la participation, qui le met en ligne au moins quinze jours avant le début de la participation.
III. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête désigne le ou les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé.
Pour les projets, sont au minimum désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet ainsi que celles dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet. Pour les plans et programmes de niveau départemental ou régional, sont au minimum désignées les préfectures et sous-préfectures.
Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.
Lorsque certaines de ces communes sont situées dans un autre département, l'autorité chargée de l'ouverture de l'enquête prend l'accord du préfet de ce département pour cette désignation. Ce dernier fait assurer la publication de l'avis dans ces communes selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.
IV. - En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.
Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Article R123-12

Version en vigueur depuis le 28 avril 2017
Modifié par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4
Un exemplaire du dossier soumis à enquête est adressé sous format numérique pour information, dès l'ouverture de l'enquête, au maire de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet est situé et dont la mairie n'a pas été désignée comme lieu d'enquête.
Cette formalité est réputée satisfaite lorsque les conseils municipaux concernés ont été consultés en application des réglementations particulières, ou lorsque est communiquée à la commune l'adresse du site internet où l'intégralité du dossier soumis à enquête peut être téléchargé. Un exemplaire du dossier est adressé sous format numérique à chaque commune qui en fait la demande expresse.

Article R123-13

I.-Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à sa disposition dans chaque lieu d'enquête ou sur le registre dématérialisé si celui-ci est mis en place.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R. 123-9 à R. 123-11.

Les observations et propositions du public peuvent également être adressées par voie postale ou par courrier électronique au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

II.-Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites mentionnées au deuxième alinéa du I, sont consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé ou, s'il n'est pas mis en place, sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11 dans les meilleurs délais.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Article R123-14

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet, plan ou programme sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête et sur le site internet dédié.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

Article R123-15

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, plan ou programme, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus, ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête en fait mention dans le rapport d'enquête.

Article R123-16

Dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet, plan ou programme soumis à enquête publique. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête dans son rapport.

Article R123-17

Sans préjudice des cas prévus par des législations particulières, lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet, plan ou programme ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet, plan ou programme en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête définit, en concertation avec l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête et le responsable du projet, plan ou programme, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prolongée dans les conditions prévues à l'article L. 123-9 pour permettre l'organisation de la réunion publique.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet, plan ou programme, ainsi qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet, plan ou programme sont annexés par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête au rapport d'enquête.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut, aux fins d'établissement de ce compte rendu, procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête avec son rapport d'enquête à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête.

Les frais d'organisation de la réunion publique sont à la charge du responsable du projet, plan ou programme.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme refuserait de participer à une telle réunion ou de prendre en charge les frais liés à son organisation, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait mention dans son rapport.

Article R123-18

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Lorsque l'enquête publique est prolongée en application de l'article L. 123-9, l'accomplissement des formalités prévues aux deux alinéas précédents est reporté à la clôture de l'enquête ainsi prolongée.

Article R123-19

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.



Article R123-20

A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, l'autorité compétente pour organiser l'enquête, lorsqu'elle constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.

Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. Il en informe simultanément l'autorité compétente.

En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure. Il en informe l'autorité compétente.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est tenu de remettre ses conclusions complétées à l'autorité compétente pour organiser l'enquête et au président du tribunal administratif dans un délai de quinze jours.

Article R123-21

L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur le site internet où a été publié l'avis mentionné au I de l'article R. 123-11 et le tient à la disposition du public pendant un an.

La **commission d'enquête établit un rapport,** relatant le déroulement de l'enquête, listant l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, faisant état des observations et des propositions produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du PETR Sélestat Alsace centrale et examine les observations recueillies. Elle établira, dans un document séparé, ses **conclusions motivées**, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

La commission d'enquête disposera d'un **délai de trente jours à compter de la date de fin de l'enquête** pour transmettre au Président du PETR Sélestat Alsace centrale le rapport établi ainsi que ses conclusions motivées formulant un avis sur le projet de révision schéma de cohérence territoriale de Sélestat Alsace centrale valant plan climat air énergie territorial. Une copie du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête sera adressée à Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Le **rapport établi ainsi que les conclusions motivées** de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la date de la clôture de l'enquête dans les lieux suivants :

-siège du PETR Sélestat Alsace centrale, 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 ainsi que le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

-sièges des 4 EPCI membres du PETR Sélestat Alsace centrale :

o Communauté de communes de Sélestat & Territoires, 15 bd du Maréchal Leclerc 67600 SELESTAT du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30 ainsi que le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h ;

oCommunauté de communes du Ried de Marckolsheim, 24 rue du Maréchal Foch 67390 MARCKOLSHEIM du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 ainsi que le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 ;

o Communauté de communes de la Vallée de Villé, 1 rue Principale 67220 BASSEMBERG du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ;

o Communauté de communes Du Val d'Argent, 11A Rue Maurice Burrus
68160 SAINTE-CROIX-AUX-MINES du lundi au jeudi de 8h00 à 12h et de 14h00 à 17h30 ainsi que le vendredi de 8h00 à 12h et de 14h00 à 16h30 ;

- Préfecture du Bas-Rhin,5 place de la République, 67073 Strasbourg Cedex
- Préfecture du Haut-Rhin, Cité administrative 3 rue Fleischhauer 68000 Colmar France

Le rapport et les conclusions motivées seront également publiés sur le site Internet du PETR Sélestat Alsace centrale à l'adresse suivante : selestat-alsace-centrale.fr et tenus à disposition du public pendant un an.

À l'issue de l'enquête, le **projet de révision** du SCoT Sélestat Alsace centrale valant PCAET, **éventuellement modifié** pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public ainsi que du rapport de la commission d'enquête, **pourra être approuvé par délibération du comité syndical** du PETR Sélestat Alsace centrale.



©ADEUS



#5 - Le devenir du schéma

Une fois que le SCoT valant PCAET sera approuvé et rendu exécutoire, deux mois après sa publication, il servira de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles centrées notamment sur les questions d'habitat, de déplacements, d'équipement commercial, d'environnement, d'organisation de l'espace.

Une **analyse de l'application de ce schéma devra être réalisée dans un délai de 10 ans** après son approbation.

Telle que prévue à l'article L143-28 du Code de l'urbanisme, cette étude sera communiquée au public, à l'autorité administrative compétente de l'État et à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement.

Sur la base de cette analyse le PETR sera amené à délibérer sur la décision du **maintien en vigueur du schéma ou de sa révision.**

Le volet PCAET fera de son côté l'objet d'un **bilan à mi-parcours au bout de 3 ans**. Il sera **révisé au bout de 6 ans de mise en œuvre.**

PÔLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL SELESTAT ALSACE CENTRALE

15 bd du Maréchal Leclerc
67600 Sélestat

03 88 58 01 60

selestat-alsace-centrale.fr